



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 22/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CETAL

7 allée des Aulnes
Parc de Haye
54840 Bois-De-Haye

Références : 2025_0437
Code AIOT : 0006206593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement CETAL implanté 7, allée des Aulnes Z.A. Parc de Haye 54840 Bois-de-Haye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CETAL
- 7, allée des Aulnes Z.A. Parc de Haye 54840 Bois-de-Haye
- Code AIOT : 0006206593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Atelier de fabrication de structures métalliques en aluminium, comportant une installation de traitement de surfaces et de thermolaquage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet
2	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
3	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	AM PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 42	Sans objet
7	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 40	Sans objet
8	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 29	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 1	Sans objet
10	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 32	Sans objet
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection était ciblée sur l'autosurveillance à laquelle est soumise l'installation vis-à-vis de ces rejets (aqueux et aériens), sur le suivi des campagnes d'analyse des PFAS dans ses rejets aqueux et de sa consommation d'eau. La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités. L'installation dispose désormais d'un cadre de surveillance dans l'outil GIDAF que l'exploitant doit utiliser pour transmettre ses résultats d'autosurveillance (rejets eau) et spécifiquement en 2025 pour la saisie des résultats des campagnes d'analyse des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, chauffage des bains
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongés d'activité.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a assisté à un test du dispositif d'asservissement du chauffage des bains au niveau de liquide du bain chauffé à 45°C. Le test a consisté en la mise en œuvre des opérations successives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > consigne de chauffe élevée à 48°C pour mettre en route le brûleur gaz ; > manœuvre manuelle de la canne du flotteur pour simuler une perte de volume (flotteur passé de la position verticale à oblique). <p>L'inspection a constaté, sur le tableau de commande la mise en marche du brûleur, puis son arrêt consécutivement à la manœuvre du flotteur, la température du bain était alors de 46°C.</p> <p>Le test a été concluant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : AM PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, analyse des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 3260 [...]</p> <p>[...]</p> <p>II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.
<p>Constats :</p> <p>L'installation relève de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'installation rejette au milieu, après traitement, des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. A ce titre, l'exploitant est soumis aux dispositions de l'AM du 20/06/2023 visant la surveillance des PFAS dans les rejets aqueux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : AM PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, analyse des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées</p>

ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas mettre en œuvre de mélanges ou matières contenant des PFAS dans le cadre de son activité industrielle, la liste tenue est vide. Les campagnes d'analyses réalisées ont porté sur les 20 PFAS listés au 2°) de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 et sur le paramètre AOF (estimation de la quantité totale de substances PFAS).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : AM PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des rejets
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I [...]
Constats : L'exploitant a présenté les rapports relatif au trois campagnes de mesure des PFAS sur ces rejets d'eaux pluviales. Les campagnes d'analyses sont basées sur les 3 prélèvements suivants : 17/02, 09/01, 05/12. L'exploitant a fait analyser chacun des trois prélèvements au titre des 20 PFAS désignés dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, ainsi que le paramètre AOF. Les résultats présentent pour chacun des 20 PFAS listés, une concentration inférieure à 30 ng/L (10^{-9} g/L). Les résultats pour le paramètre AOF sont les suivants : > prélèvement du 17/02 : 2,83 µg/L (10^{-6} g/L) > prélèvement du 09/01 : 5 µg/L > prélèvement du 05/12 : 5,61 µg/L
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : AM PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des rejets
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :

L'installation dispose depuis le 01/04/2025 d'un cadre de surveillance dans l'outil GIDAF spécifique au PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant saisisse dans l'outil GIDAF les résultats de ses 3 campagnes d'analyse des PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, fréquence
Prescription contrôlée : Article 42 : mesure périodique Une mesure des concentrations des différents polluants doit être effectuée, au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées [...]
Constats : L'exploitant a présenté pour les exercices 2022, 2023 et 2024 les rapports d'analyses relatifs : > à la qualité des rejets aqueux, constitué de l'analyse des prélèvements effectués les 21/12/2022, 20/11/2023, 05/12/2024 ; > aux rejets atmosphériques des équipements d'épurations des fours et bains de traitement, constitués de l'analyse des prélèvements effectués les 14/12/2022, 17/11/2023, 17/01/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, qualité
Prescription contrôlée : Article 40 : valeurs limites de rejet des eaux pluviales 40.1 eaux pluviales collectées sur les voiries : Les rejets devront respecter les prescriptions suivantes > MES : 30 mg/L > DCO : 150 mgO ₂ /L > HCT : 1 mg/L 40.2 eaux pluviales collectées sur les toitures : > Fluor : 15 mg/L
Constats : Les bulletins d'analyses joints aux rapports d'analyses des rejets d'eau pluviales produits pour les exercices 2022, 2023 et 2024, sont conformes pour les deux points de rejets.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, qualité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 29 : valeurs limites d'émissions La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les valeurs fixées comme suit [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> > acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/m³ > alcalins exprimés en OH : 10 mg/m³ > SO₂ : 100 mg/m³ > F exprimé en HF : 2 mg/m³ <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bulletins d'analyses joints aux rapports d'analyses des rejets atmosphériques sur les fours et les bains de traitement de surface produits pour les exercices 2022, 2023 et 2024, sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose depuis le 01/01/2025 d'un cadre de surveillance dans l'outil GIDAF, constitué de deux points de rejets (« sortie EP », pour l'exutoire final des rejets d'eaux pluviales vers le fossé de collecte et « toiture », pour les eaux captées par la toiture de l'atelier qui sont visées par l'article 40 de l'arrêté préfectoral 2005-444 du 23/07/2008 qui réglemente l'activité de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre ses résultats de surveillance de ses rejets aqueux via l'outil GIDAF.</p>

L'analyse des eaux pluviales de 2025 constituera la première campagne dont les résultats seront intégrés dans l'outil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau totale
Prescription contrôlée : La consommation d'eau sera au maximum de 1 740 m ³ /an
Constats : L'exploitant a présenté le bilan de ses consommations d'eau pour les exercices 2022, 2023 et 2024, lesquelles étaient respectivement de 1 520, 969 et 1 062 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2014, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau spécifique
Prescription contrôlée : II. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carrés traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcul une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
Constats : L'exploitant a présenté les éléments relatifs au calcul de la consommation spécifique de son installation. Il s'agit de : > la surface traitée qui est calculée annuellement (calcul au regard de la nature et de la quantité de pièces produites), > la consommation annuelle mise en œuvre pour le rinçage des pièces (donnée mesurée par les compteurs des équipements de rinçage), > du nombre de fonction de rinçage mis en œuvre au cours de l'année (3 fonctions équipent actuellement l'installation). La consommation spécifique calculée sur cette base était au titre des exercices 2022, 2023 et 2024, respectivement de 0,30, 0,35 et 0,36 L/m ² .
Type de suites proposées : Sans suite